



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'HISTOIRE RURALE FRANÇAISE : UNE VUE CAVALIÈRE

Lorsque le Comité de rédaction des *Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales* m'a sollicité pour décrire les caractères de l'histoire rurale française et les modalités de découpage de l'objet qu'elle opère, je n'ai imaginé qu'un seul motif à cette demande : mon extériorité par rapport au domaine de recherche. Historien des villes, je ne pouvais avoir qu'une vision éloignée, peu capable de distinguer les détails qui, vus de près, font sens, mais davantage sensible peut-être aux perspectives d'ensemble d'un paysage scientifique. Vision au pire superficielle, au mieux simplificatrice. Mais, puisqu'il ne m'était par définition pas possible d'adopter un point de vue autre, il ne me restait qu'à l'assumer, et à croire que c'est bien une vision cavalière qu'on attendait de moi.

Une histoire spécifique ?

Des bilans historiographiques bien informés, commodes et récents, je retiendrai – pour les accentuer – deux traits de longue durée qui permettent d'éclairer la situation d'aujourd'hui. Le premier est la fragmentation de la discipline en sous-champs commandés, d'une part, par la périodisation canonique de l'histoire et, d'autre part, par l'existence dans chacun d'entre eux de livres fondateurs qui organisent différemment les questionnements.

L'histoire rurale médiévale se donne principalement pour objet des "civilisations agraires" au sens où Marc Bloch les entend lorsqu'il écrit *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, publié en 1930, et réédité en 1952 et en 1988. Il s'agit alors de décrire les paysages, des formes d'occupation du sol et les types d'habitat (une configuration sensible) et de les comprendre comme le produit d'interactions entre le milieu, l'état des techniques et les forces de production telles que les structures et la société les organisent (un système explicatif). Les historiens des campagnes de la période moderne (au sens où les historiens l'entendent, c'est-à-dire du XVI^e au XVIII^e siècle) ont trouvé pour longtemps l'origine de leur problématique fondamentale dans les ouvrages d'Ernest Labrousse : *L'esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle* (1933) et *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution* (1944), dont deux rééditions récentes, en 1984 et 1990, signalent le statut de classique. Toutes les grandes thèses d'histoire rurale de la période moderne sont autant de variations sur le thème

de la croissance de la production (y a-t-il eu une révolution agricole au XVIII^e siècle ?) et de ses limites structurelles (la crise économique d'ancien type) dont elles s'efforcent de fournir des modèles interprétatifs. Avec la Révolution française, apparemment tout change et, avec peu d'exceptions, le programme de travail de l'histoire rurale s'attache aux questions socio-politiques. Selon que l'on privilégie les analyses de l'historien américain Eugen Weber qui voit au XIX^e siècle des paysans transformés en Français dans des sociétés rurales étrangères à l'univers politique, longuement résistantes à ses influences et comme incorporés de force ou celle de Maurice Agulhon qui voit les paysans, à partir de structures de sociabilité localisées, pénétrer dans l'univers politique national entre la Révolution et la III^e République après des siècles de résistance étatique, les couleurs du tableau sont vigoureusement contrastées. Mais le sujet est le même, qui trouve sans doute son inspiration dans le livre inaugural de Georges Lefebvre, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française* publié en 1924, et lui aussi réédité en 1972. Les *Très Riches Heures du Duc de Berry*, des courbes rapprochées des prix du blé et des baptêmes et sépultures, une carte du vote paysan : telles seraient peut-être les figures emblématiques de chacune de ces histoires rurales particulières.

Une analyse plus développée serait nécessaire pour démontrer que ce glissement des problématiques avec les périodes n'est pas propre à l'histoire rurale mais caractérise l'ensemble du savoir historique. Mais on trouvera confirmation de l'hypothèse selon laquelle l'historiographie des campagnes reproduit les clivages les plus généraux de la discipline tout entière dans le fait que son évolution résume également celle de l'ensemble de la discipline. "*L'attention au monde rural... a jalonné certains des progrès décisifs de la discipline qui ont marqué nos soixante-dix dernières années*". On pourrait lire à l'envers cette proposition de Joseph Goy, toute marquée de ruralo-centrisme, pour voir dans l'histoire des campagnes le champ d'application des déplacements disciplinaires.

Dans les années trente, les manières de faire de la géographie française post-vidalienne et de l'historiographie anglaise, et surtout allemande, rendent compte pour partie du contenu des *Caractères originaux de l'histoire rurale française*. De manière plus générale, le renouvellement d'une discipline, autrefois davantage cantonnée à l'histoire politique, y puise ses exemples. Les années cinquante et soixante sont marquées, en histoire rurale, par le triomphe du modèle labrousien fait de recours à la quantification et de multiplication de monographies localisées. C'est le moment où l'utilisation des mercuriales permet la reconstitution de plusieurs centaines de séries de prix agricoles et où une grande enquête dans les archives des dîmes s'efforce d'établir de manière sûre des séries de production. C'est le moment où la région (qualifiée dans un moment d'enthousiasme par Pierre Goubert de "*seule réalité française, européenne et primordiale*"), cadre privilégié de référence archivistique, devient lieu d'application des problématiques et atelier de vérification des hypothèses

de fonctionnement socio-économique. Mais on trouve au même moment, à Marseille, Lyon, Amiens ou Bordeaux, des entreprises semblables, attachées à restituer le mouvement des métaux précieux ou le volume du change, le trafic des navires, les courbes de la production textile. Dans les années soixante-dix enfin, l'histoire rurale emprunte à l'anthropologie et à l'ethnologie des objets de recherche et des concepts (plus rarement des méthodes, peut-être parce que le rapport au terrain, médiatisé en histoire par l'archive, diffère). Les historiens du rural se mettent à prêter une attention renouvelée ou inventée aux mythes et aux croyances, aux savoirs et aux pratiques du corps, à l'alliance et aux règles qui définissent les formes de transmission du patrimoine. Nulle originalité dans cette démarche : au même moment, Jacques Le Goff fonde le projet tout entier de ce qu'il nomme la "nouvelle histoire" dans un rapport privilégié avec l'anthropologie.

Voici à deux reprises l'histoire rurale représentée en forme de cire molle, recevant l'empreinte de caractères généraux de la discipline. Un changement d'échelle permettra de vérifier ce résultat. Ouvrons par exemple le livre de René Baehrel, *Une croissance. La Basse-Provence rurale de la fin du XVI^e siècle à 1789*. L'ouvrage est une thèse imposante, discutée dès le moment de la soutenance tant elle entre en contradiction avec le modèle explicatif dominant du moment. Dans la préface qu'il rédige pour la publication, l'auteur poursuit vigoureusement la discussion. Trois questions principales le retiennent : celle des indicateurs pertinents pour l'histoire économique (faut-il raisonner sur des prix nominaux ou sur des prix métalliques ?), celle des méthodes statistiques adéquates à l'étude des économies anciennes (une statistique graphique élémentaire et robuste contre la sophistication de calculs à la précision fallacieuse), celle enfin des rythmes et des modalités de la croissance d'Ancien Régime. Tous problèmes généraux qui font d'un livre que son auteur sous-titre "Essai d'économie historique statistique" non pas un ouvrage d'histoire rurale, mais une leçon générale de méthode et une démonstration d'une position épistémologique possible de l'histoire. Absence de spécificité de l'histoire rurale, donc. On notera au passage, par parenthèse, qu'un tel constat relativise les entreprises qui chercheraient dans une analyse interne les motifs de l'incertitude actuelle de l'histoire rurale. Celle-ci renvoie davantage à l'absence d'accord de la discipline historique en général sur l'efficacité comparée des méthodes, la pertinence des échelles d'analyse, la légitimité et l'urgence des questions.

Une histoire totale ?

Il reste à rendre compte de cette situation. Je m'y essaierai en avançant deux hypothèses explicatives, contradictoires (jusqu'au paradoxe) seulement en apparence. Ma première hypothèse est que l'histoire rurale est une histoire totale.

Paysans: "Ce mot est le nom de la plupart des habitants de la France" (Michel). L'histoire rurale tiendrait ainsi son importance (à entendre à la fois quantitativement – nombre de travaux publiés – et qualitativement – légitimité) de l'attention qu'elle porte aux phénomènes majoritaires. Pour plaider, je me reporterai à deux introductions. En 1990, à Louvain, pour justifier, dans le cadre du congrès organisé par l'Association internationale des historiens économistes, l'analyse dans le long terme des exploitations agricoles, Gilles Postel-Vinay fait mine de s'étonner. Après avoir connu une vogue incontestable, l'histoire des sociétés rurales semble aujourd'hui marquer le pas. Pourtant, tout le monde s'accorde à reconnaître que, jusqu'au XIX^e siècle dans les pays qui furent les premiers à s'industrialiser et jusqu'au milieu du XX^e siècle au moins dans le reste du monde, elle met en cause à la fois la majorité de la population et celle de la production.

En 1975 déjà, Georges Duby croyait pourtant avoir trouvé la parade à cette perte d'importance: il suffisait de changer d'échelle. Étudier les campagnes françaises malgré la fin des paysans et le recul de la part de la production agricole dans le Produit national brut restait un impératif pour comprendre la politique agricole commune de l'Europe ou bien les problèmes et les modèles de développement des pays du Tiers-monde. Au prix d'un changement de statut de ses analyses (quasi-exhaustives d'abord, à valeur d'échantillon probatoire ensuite), l'histoire rurale française entendait conserver sa position haut placée dans la hiérarchie des genres historiographiques. Elle répondait d'une manière presque arithmétique, en tout cas statistique, à l'idéal d'histoire totale alors en vigueur. L'histoire rurale s'affirmait histoire totale du seul fait qu'elle était l'histoire de tout le monde.

Ma seconde hypothèse est que l'histoire rurale n'est pas une histoire totale. J'ai scrupule à l'énoncer car je la crois trop peu nuancée, ou mal formulée. Je commencerai donc par plaider. Du point d'observation que constitue l'histoire urbaine que j'essaie personnellement de pratiquer, deux choses étonnent, par différence. Ouvrez l'*Histoire de la France urbaine*. Deux pages pour situer l'entreprise par rapport à l'*Histoire de la France rurale*, puis Georges Duby en vient au vif du sujet. "Et pour commencer, écrit-il, qu'est-ce qu'une ville?". Je n'ai vu nulle part formuler une question semblable concernant la campagne. L'historiographie urbaine a en effet été marquée, au début des années soixante-dix, avec les propositions de Louis Bergeron et Marcel Roncayolo et les travaux de Jean-Claude Perrot par une inflexion. Le point principal en a été le changement de statut de la ville. Elle était auparavant un cadre dans lequel se déployaient des questions d'histoire sociale (hiérarchie, mobilité) ou un point d'observation d'où l'on apercevait les évolutions économiques (croissance de la production et des échanges). Elle prend ensuite le statut de variable: variable expliquée, elle est un artefact, matériel et immatériel, dont il convient d'analyser les modalités de changement; variable explicative, elle est lieu d'interaction et d'innovation dont les modalités

et les effets doivent être étudiés. Pour reprendre le titre d'un livre paru à ce moment, les historiens découvrent la "question urbaine". Existe-t-il, par symétrie une "question rurale"? Je n'en suis pas sûr.

J'en déduirai une proposition, peut-être provocatrice: par la massivité de son évidence, particulièrement dans les sociétés passées qui sont le lot de l'historien, le rural n'a pas eu à être construit comme question. Du coup, l'autre sens du mot totalisation (et le plus fondamental) – qui touche à la définition des modalités particulières d'interrelation entre les différents niveaux du réel qui rendent compte d'un objet particulier – est mal assumé. D'ailleurs, les vieux schémas idéologiques renforcent cette tendance spontanée: quand la ville est à inscrire du côté de la culture et de l'artifice, la campagne représente le fond de nature sur laquelle elle se détache. Qui s'aviserait, sauf à faire de la métaphysique, à construire le monde (c'est-à-dire la nature dans le couple d'opposés nature/culture) comme question?

Cette proposition pourtant me gêne, précisément parce que l'historien rural, plus que d'autres, a fondé une bonne part de son projet sur la mise en relation de niveaux différents du réel: paysages et techniques; coutumes d'héritage et structures de la propriété et du faire-valoir; évolution agraire et croissance démographique, etc. Mais qui a dit que ces formes d'interrelation sont, y compris dans les sociétés pré-industrielles, spécifiquement rurales? Chacune d'entre elles se présente en ville, parfois selon des termes à peine différents. Ainsi, la campagne et la ville constituent des lieux d'application de questions qui les dépassent et les occultent. D'ailleurs, relisez les premières pages de *l'Histoire de la France urbaine*: c'est en termes de relations (de domination, de dépendance, de complémentarité...) que les historiens établissent le rapprochement entre les villes et les campagnes. Si l'on suppose que la distinction entre le rural et l'urbain a un sens, c'est-à-dire que chacun des objets que cette distinction circonscrit possède (comme effet ou comme cause) une spécificité et une efficacité propres, ce sont les études comparatives qu'il convient de multiplier, en appliquant comparativement aux villes et aux campagnes les mêmes questionnaires.

Bernard LEPETIT

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- René BAEHREL, *Une croissance. La Basse-Provence rurale de la fin du XVI^e siècle à 1789*. Paris, 1961 (réed. 1988).
- Marc BLOCH, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Paris, 1930 (réed. 1952 et 1988).

- Georges DUBY et Armand WALLON, *Histoire de la France rurale*. Paris, 4 volumes, 1975-1977.
- Georges DUBY, *Histoire de la France urbaine*. Paris, 5 volumes, 1980-1985.
- Joseph GOY, "Histoire rurale", *Dictionnaire des sciences historiques*, publié sous la direction de André Burguière, Paris, 1986, pp. 609-615.
- Ernest LABROUSSE, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*. Paris, 1933 (réed. 1984).
- Ernest LABROUSSE, *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*. Paris, 1944 (réed. 1990).
- Georges LEFEBVRE, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française*. Paris, 1924 (réed. 1972).
- Structures and Dynamics of Agricultural Exploitations: Ownership, Occupation, Investment, Credit, Markets*. Tenth International Economic History Congress Publications. Louvain, 1990.